



AFRIQUE – FRANCE : QUI PÈSE ENCORE ?

# Les banques françaises pourraient-elles (déjà) revenir en Afrique ?

Les établissements bancaires tricolores ont quasiment disparu du continent africain en quinze ans. Entre contraintes réglementaires et concurrence locale, Paris cherche un nouveau souffle financier avant le sommet Afrique-France de Nairobi.

Par **Mathieu Galtier**

Publié le 28 avril 2026 · Lecture : 7 minutes.

Fichier généré le 29/04/2026 à 14:13

ISSU DE LA SÉRIE

## Afrique - France : qui pèse encore ?

Entre recul diplomatique et concurrence accrue de nouveaux acteurs, la présence française en Afrique est souvent dite en déclin. Mais qu'en est-il sur le terrain économique ? Investissements, positions industrielles, recompositions sectorielles : Jeune Afrique passe les faits au crible.



Sommaire

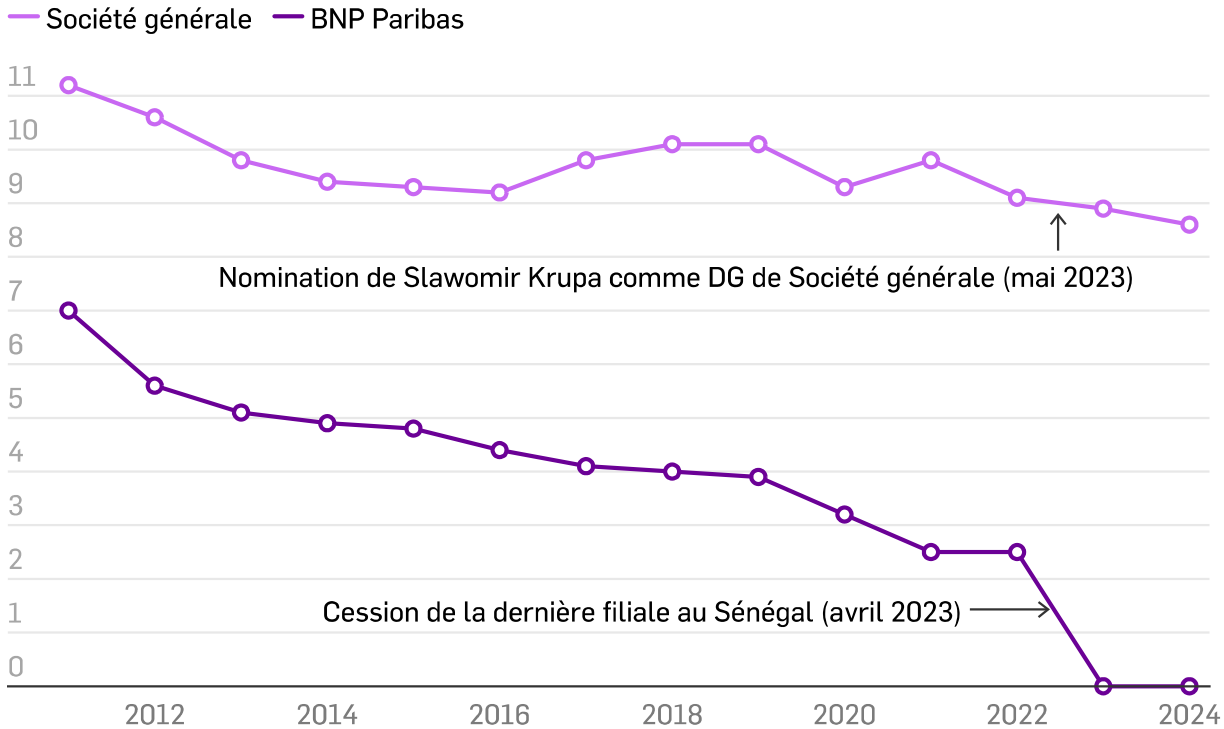
**AFRIQUE – FRANCE : QUI PÈSE ENCORE ? (2/2)** – « Il y a quinze ans, nous étions une puissance bancaire et financière en Afrique. Tout le monde a vendu », déplorait le président français Emmanuel Macron devant les ambassadeurs en janvier. Dans la foulée, une mission temporaire menée par le député Hervé Berville est créée, centrée sur « le financement du développement et la mobilisation du secteur financier et bancaire dans la perspective du Sommet Africa Forward », nom donné au prochain sommet Afrique-France, prévu les 11 et 12 mai 2026 à Nairobi.

Il y a quinze ans, en 2011, Société générale était le deuxième groupe bancaire de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) avec 11,2 % de part de marché en termes de bilan et BNP Paribas se classait cinquième (7%). Au Cameroun, première économie de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac), Bicec (filiale de BPCE) et Société générale se plaçaient deuxième et troisième en termes de dépôts. Au Maroc, Société générale, BMCI (groupe BNP Paribas) et Crédit du Maroc (groupe Crédit Agricole) se classaient respectivement quatrième, cinquième et sixième. Aujourd'hui, la présence des banques françaises de détail s'est réduite à portion congrue.

En cours de désengagement au Cameroun et au Bénin, Société générale n'est plus présente qu'en Côte d'Ivoire, au Sénégal, en Tunisie, en Algérie et au Ghana. Dans l'Uemoa, son poids s'est réduit à 8,6 %. BNP Paribas, encore présent en Algérie mais sur le départ au Maroc, a quitté l'Afrique de l'Ouest et centrale. Seules Natixis (Algérie) et la Bred Banque Populaire (Madagascar et Djibouti) viennent compléter le tableau.

## Des banques tricolores en perte de vitesse

Part de marché en termes d'actifs des groupes bancaires (en %).



Graphique: Jeune Afrique • Source: Commission bancaire de la BCEAO

**jeuneafrique**

## Un retrait comblé par les banques locales

Malgré cette avalanche de départs, l'initiative des autorités françaises pourrait-elle inciter les banques à faire machine arrière ? Une certitude : un retour de la « puissance bancaire et financière en Afrique » ne devrait pas passer par la banque de détail. « La place a été prise par les établissements africains et marocains », résume Estelle Brack, dirigeante et fondatrice de KiraliT, société de conseil en transformation du secteur financier en Afrique et en Europe. Selon elle, les banques répondent à une logique économique et non politique : « Ce n'est pas parce qu'un président dit "il faut y retourner" que les banques iront. » Ce retrait s'explique en effet par des contraintes structurelles qui, pour l'essentiel, demeurent.

**■ ■** *Il faut désormais travailler avec le secteur privé africain, dans une logique de partenariat et de co-construction.*

Modibo Mao Makalou

Dans un environnement marqué par les réglementations de conformité – qualifiées d’« idiotes » par Emmanuel Macron – et une pression accrue sur les fonds propres, « la rentabilité en Afrique, trop faible au regard des autres zones, et les contraintes de Bâle III et IV, pèsent fortement sur la décision des banques françaises de vendre des filiales en Afrique. C’est un retrait stratégique pour préserver les marges et limiter les risques », décrypte Aurélien Duval-Delort, consultant en technologie financière et paiements internationaux chez Orange.

Pour autant, l’absence française dans le financement privé africain interroge. L’Hexagone reste le huitième fournisseur de l’Afrique subsaharienne avec 3,2 % des parts de marché en 2023. L’enjeu est donc de trouver un nouveau positionnement. Et le continent, laboratoire de la finance de demain, offre de nombreuses possibilités.

## Viser les services à forte valeur ajoutée

« Il faut désormais travailler avec le secteur privé africain, dans une logique de partenariat et de co-construction », plaide l’économiste malien Modibo Mao Makalou. La Mauritanie a montré une voie possible. En août 2025, le consortium formé d’Enko Capital, des frères Cyrille et Alain Nkontchou, et d’Oronte, fondé par Éric-Bastien Ballouhey, a racheté la filiale de Société générale. Les autorités ont préféré l’attelage franco-camerounais à des offres purement africaines.

---

**A lire :**  **Ecobank : ce qu’il faut retenir des résultats record de 2025**

---

Seule une connaissance fine du terrain permettra aux banques françaises de s’adapter à la nouvelle architecture financière. « Les banques françaises ne reviendront pas par l’agence ; elles ne peuvent revenir que par la fonction à forte valeur ajoutée : financement du commerce, financement de projets,

dette souveraine et quasi-souveraine, trésorerie transfrontalière, garanties, syndication, crédits à la consommation, couverture des risques, paiements et plateformes », estime Yoann Lhonneur, président de Devlhon Consulting. Pour l'expert, les acteurs hexagonaux doivent devenir des banques d'interface, car « la meilleure banque n'est plus celle qui a le plus d'agences, mais celle qui relie le mieux les flux ».

## Banque d'investissement et fintech, les nouveaux leviers

« Le bon angle pour la France serait un modèle de banque d'investissement, à la JP Morgan, couplé à un apport dans le domaine des fintech et de l'infrastructure IT », complète Aurélien Duval-Delort. Cette approche permettrait de contourner les contraintes du *retail*, tout en se positionnant sur les segments à forte valeur ajoutée.

Des secteurs dont les grands groupes bancaires français ne sont pas entièrement absents. En 2025, BNP Paribas et Société générale ont été les 6e et 9e plus importants teneurs de livre concernant la dette souveraine en Afrique subsaharienne aux côtés de géants américains (Citi, JP Morgan, Bank of America) ou encore de grands acteurs sud-africains (Nedbank et Standard). Sur ce segment, les deux banques françaises ont même affiché des croissances notables, à hauteur respectivement de 33 % et de 70 %.

---

**A lire :**  **Pourquoi Ecobank change d'actionnaire mais pas de cap**

---

En revanche, côté paiement et portefeuille électronique, la France est à la traîne. Orange Money et Orange Bank apparaissent isolés et distancés. Dans la première économie d'Afrique subsaharienne francophone, la Côte d'Ivoire, c'est Wave (mobile money), fondée par deux Américains, qui révolutionne le secteur. Aurélien Duval-Delort, fondateur de Bizao en 2019 – une infrastructure de paiement interentreprises pour les paiements numériques – a dû fermer sa jeune pousse en 2025 car les investisseurs refusaient de participer à un troisième tour de table. « Les investisseurs français

s'intéressent très peu à l'Afrique, qui offre pourtant des rendements très attractifs à condition de penser à sept ou dix ans, et non à trois ou cinq comme actuellement », déplore le consultant.

## PME et paiement mobile, le chaînon manquant

L'impulsion politique lancée par Emmanuel Macron, inlassable promoteur de la « *start-up nation* » convaincra-t-elle les capital-investisseurs et capital-risqueurs tricolores d'être plus patients ? Les niches de croissance sont encore nombreuses. Le chaînon manquant du financement en Afrique, ce sont les petites et moyennes entreprises qui n'ont pas suffisamment accès au crédit. « Pour débloquer le crédit, il faut de la confiance. Pour créer de la confiance, il faut des données. Pour avoir des données, il faut numériser les paiements », renchérit Aurélien Duval-Delort qui voit dans la transformation des téléphones portables en moyen de paiement un marché potentiel à conquérir pour les jeunes pousses françaises.

Mais ce retour sur le continent pourrait aussi se faire en dehors de la sphère d'influence traditionnelle de la France. Né au Rwanda, le député et économiste Hervé Berville a pour mission d'élargir l'influence financière française vers l'Est du continent. Pour la première fois, le sommet Afrique-France est organisé en terre anglophone. « La fragmentation entre Afrique francophone, anglophone et lusophone est en train de disparaître. Se tourner vers l'Afrique de l'Est est un choix rationnel, car c'est la région la plus dynamique économiquement », note Modibo Mao Makalou.

---

**A lire :**  **Du Project Vault au corridor de Lobito : l'offensive de Trump sur les minerais africains**

---

Dans ce revirement stratégique, la RDC fait figure de laboratoire. Pays francophone mais largement dollarisé, courtisé par Donald Trump, riche en minerais critiques et au carrefour de nombreux corridors économiques stratégiques, notamment celui de Lobito, la RDC offre des perspectives

d'investissement particulièrement intéressantes pour la France. « Demain, le cœur de métier ne sera pas seulement le financement d'actifs, mais le financement d'écosystèmes d'actifs, assure Yoann Lhonneur. C'est tout le sens, par exemple, des opportunités autour du corridor de Lobito ou de la relance du Tazara : il ne s'agit pas seulement de financer du rail, mais des chaînes de valeur entières – ports, logistique, énergie, entrepôts, commerce, assurance, couverture et trésorerie. »

La banque numéro 1, Rawbank, a d'ailleurs pris l'initiative de contacter directement Hervé Berville. « La transformation du capital en financements utiles, productifs et durables pour les économies africaines suppose des acteurs capables d'assurer l'origination, la structuration et le déploiement local des financements, un rôle que jouent pleinement des banques locales comme Rawbank », explique cette dernière.

## **L'AFD et Proparco en première ligne**

Pour la banque dirigée par Mustafa Rawji, le récent accord entre Rawbank et Proparco est « une illustration très concrète de ce que peut être un financement efficace des économies africaines ». Le bras financier du secteur privé de l'Agence française de développement (AFD) s'est engagé dans un financement de 50 millions de dollars pour soutenir les PME en RDC.

L'AFD vient par ailleurs de signer un autre partenariat stratégique avec la Bred Banque Populaire, présente à Djibouti et qui a racheté en décembre 2024 la filiale malgache de Société générale. Il comprend un volet de syndication qui permettra à la banque de cofinancer avec l'institution des opérations portant sur les entreprises, les infrastructures ou le commerce international structuré. Les deux partenaires œuvreront également conjointement en financement du commerce sur le créneau des matières premières mais aussi concernant l'accès au crédit pour les PME.

Prêts aux institutions financières, partage de risques, facilitation des opérations de commerce international, renforcement du capital des banques

et des institutions de microfinance : un large éventail d'outils est à disposition. « En combinant ces instruments et en nous inscrivant dans des partenariats structurants avec des acteurs comme la Bred, nous contribuons à faire émerger des champions bancaires africains capables de financer durablement leurs économies, au cœur d'une relation renouvelée entre l'Afrique et la France, fondée sur des intérêts partagés et une vision de long terme », affirme Françoise Lombard, la directrice générale de Proparco.

---

**Mathieu Galtier**

Journaliste Économie à Jeune Afrique, spécialiste finances

---

France – Afrique

Emmanuel Macron

---

[Accueil](#) / [Économie et entreprises](#) / [Finance et marchés](#) / [Finance](#)

---

## Dans la même série



AFRIQUE – FRANCE : QUI PÈSE ENCORE ? • EP. 1

### **Investissements, commerce, « pré carré »... Comment la France résiste en Afrique**

Prévu mi-mai, le sommet Afrique-France est organisé pour la première fois au Kenya, un pays anglophone. Tout un symbole alors que les entreprises hexagonales sont bousculées comme jamais dans leur ancien « pré carré ».

27 avr. 2026

---

## Nos autres séries

Toutes les séries

